



Systèmes informatiques et électroniques de péage

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2026

GEA

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2025/2026

Au cours du premier semestre, la production ressort en hausse à 22,81 M€ contre 18,94 M€ au 31 mars 2025.

Le chiffre d'affaires en France en progresse de 22 % tandis que le chiffre d'affaires export est stable par rapport à l'an dernier mais représente encore cependant près de 55 % des facturations.

Compte tenu de la méthode prudente de comptabilisation de la marge à l'achèvement appliquée par l'entreprise le taux de marge brute a pour sa part été affecté par la hausse de 48 % de la production stockée depuis le 30/09/25 (qui est passée de 4 M€ à 5,9 M€) sous l'effet de décalages de mises en service de plusieurs chantiers à l'international.

En valeur la marge brute progresse de plus de 6 % et le résultat d'exploitation est resté stable par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

Après prise en compte d'un résultat financier de 0,42 M€ (contre 0,31 M€ au 31/03/25) le résultat net s'établit à 1,31 M€, contre 1,44 M€ l'an dernier et vient renforcer une structure financière saine caractérisée par une absence totale d'endettement et par 54,91 M€ de fonds propres (53,74 M€ au 31/03/25).

La trésorerie nette s'établit à 40,17 M€ contre 38,59 M€ au 31/03/25.

Cette indépendance financière permettra à l'entreprise de poursuivre durablement son développement, en particulier à l'international, de mener à bien ses investissements et de financer ses besoins d'exploitation.

Faits marquants :

L'activité en France s'est poursuivie avec la fourniture d'équipements de péage et de logiciels pour la quasi-totalité des sociétés d'autoroutes, notamment dans le cadre des contrats cadres pluriannuels conclus avec les Groupes VINCI, EIFFAGE et ABERTIS.

La réalisation des projets flux libres basés sur la technologie de positionnement par satellites pour la collecte de la taxe poids lourds en Alsace et de l'Ecocontribution dans la Région Grand Est se poursuit actuellement en partenariat avec T-Systems Road User Services (filiale à 100 % de Deutsche Telekom).

Dans le domaine des badges de télépéage un nouvel accord cadre a été conclu avec la société Bip & Go (Groupe ABERTIS).

GEA a également été retenu pour réaliser le renouvellement de la solution monétique du boulevard périphérique nord de Lyon.

La société Park + (Groupe EIFFAGE) a choisi la solution GEA pour équiper ses parkings sécurisés pour poids lourds de Langres et de Bassens.

A l'exportation GEA a poursuivi avec succès toutes ses réalisations en cours et des contrats ont été remportés dans plusieurs pays.

Des projets ont ainsi été signés au Maroc pour équiper notamment une partie de l'autoroute Guercif-Nador.

Plusieurs marchés ont par ailleurs été conclus en Pologne avec le Groupe EGIS, en particulier pour la mise en œuvre d'une nouvelle phase de déploiement de notre système de vidéo tolling sur l'autoroute A2.

Après le contrat pour l'équipement du périphérique d'Athènes remporté l'an dernier GEA a été retenu pour la réalisation de plusieurs autres projets en Grèce et pour la fourniture de badges de télépéage.

Enfin de nouveaux projets ont été signés en Asie Centrale.

Le carnet de commandes fermes s'élevait au 31 mars 2026 à 61,7 M€ (dont près de 69 % à l'exportation) contre 65 M€ un an auparavant.

Depuis la clôture, après le premier contrat obtenu l'an dernier auprès de la Fondation des Parkings du Canton de Genève, ce client a décidé d'attribuer à GEA un contrat cadre d'une durée de 4 ans pour la fourniture de plusieurs systèmes.

Principaux risques et incertitudes :

- Arrivée de nouveaux concurrents : à notre connaissance aucun nouveau concurrent n'est intervenu dans les domaines d'activité de GEA au cours du semestre écoulé
- Baisse des prix : GEA évolue sur un marché concurrentiel ce qui peut entraîner une pression sur les prix.
- Par ailleurs la société peut être appelée à faire des efforts commerciaux stratégiques ponctuels, notamment pour pénétrer de nouveaux marchés à l'export.
- Des décalages de livraisons sont possibles dans l'activité de GEA en raison notamment des cadences de mise en service des infrastructures autoroutières et des programmes de déploiement des équipements de péage dont la société n'a pas la maîtrise.
- Crises sanitaires : risques de décalages.

- Les cycles de prise de commandes sont aléatoires et peuvent être à l'origine de fortes variations d'activité pour l'entreprise.
- Contrefaçon : s'il reste marginal compte tenu des évolutions technologiques permanentes et du niveau de services associé à la vente de ce type de produits, ce risque existe néanmoins.
- Risque client : ce risque est relativement faible compte tenu de la qualité des donneurs d'ordre en France (sociétés publiques ou privées concessionnaires d'ouvrages d'art). Il peut en revanche être significatif à l'exportation sur certaines zones géographiques.
- Risque de change : la couverture des risques de change est réalisée, lorsque cela est possible, sous forme de contrats à terme.
- La société a également utilisé ponctuellement les dispositifs de couverture de la COFACE par le passé.
- Risques juridiques : de par ses activités tant en France qu'à l'étranger, la société peut faire l'objet de divers litiges.
- GEA a souscrit diverses polices d'assurance pour couvrir ses principaux risques (RC, multirisques et pertes d'exploitation, marchandises transportées, flotte automobile et aérienne).
- Risques géopolitiques : la guerre en Ukraine ou bien la crise récente dans le golfe persique ont impacté indirectement l'entreprise (hausse des prix des approvisionnement, hausse des salaires liée à l'inflation induite par ces conflits, etc.). L'entreprise s'efforce dans toute la mesure du possible de répercuter ces hausses de coûts au niveau de ses prix de vente.

Parties liées :

Aucune transaction entre parties liées n'a influé sur la situation financière ou les résultats de la société.

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2026)

BILAN
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

ACTIF	31/03/2026	30/09/2025
	(6 mois)	(12 mois)
ACTIF IMMOBILISE		
- Immobilisations incorporelles	25	11
- Immobilisations corporelles	1 486	1 507
- Immobilisations financières	217	210
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 727	1 728
ACTIF CIRCULANT		
- Stocks et en cours	12 503	10 835
- Avances et acomptes versés sur commandes	8	17
- Clients et comptes rattachés	20 407	16 676
- Créances diverses	1 867	1 624
- Charges constatées d'avance	892	478
- Valeurs mobilières de placement	126	74
- Disponibilités	40 049	40 762
TOTAL ACTIF CIRCULANT	75 851	70 467
TOTAL ACTIF	77 578	72 195

PASSIF	31/03/2026	30/09/2025
	(6 mois)	(12 mois)
CAPITAUX PROPRES		
- Capital	2 400	2 400
- Primes	2 927	2 927
- Réserves	48 272	46 975
- Report à nouveau	2	2
- Résultat de l'exercice	1 312	3 384
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	54 913	55 688
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 066	1 612
DETTES		
- Emprunts et dettes financières	10	9
- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	103	159
- Fournisseurs et comptes rattachés	6 843	5 536
- Dettes fiscales et sociales	3 866	3 829
- Autres dettes	2 307	209
- Produits constatés d'avance	7 470	5 152
TOTAL DES DETTES	20 599	14 894
TOTAL PASSIF	77 578	72 195

SOCIÉTÉ GEA

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES AU

31/03/2026

Note n°1 : Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours du premier semestre, la production ressort en hausse à 22,81 M€ contre 18,94 M€ au 31 mars 2025.

Le chiffre d'affaires en France en progresse de 22 % tandis que le chiffre d'affaires export est stable par rapport à l'an dernier et représente près de 55 % des facturations.

Compte tenu de la méthode prudente de comptabilisation de la marge à l'achèvement appliquée par l'entreprise le taux de marge brute a pour sa part été affecté par la hausse de 48 % de la production stockée depuis le 30/09/25 (qui est passée de 4 M€ à 5,9 M€) sous l'effet de décalages de mises en service de plusieurs chantiers à l'international.

En valeur la marge brute progresse néanmoins de plus de 6 % et le résultat d'exploitation est resté stable par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

Après prise en compte d'un résultat financier de 0,42 M€ (contre 0,31 M€ au 31/03/25) le résultat net s'établit à 1,31 M€, contre 1,44 M€ l'an dernier et vient renforcer une structure financière saine caractérisée par une absence totale d'endettement et par 54,91 M€ de fonds propres (53,74 M€ au 31/03/25).

La trésorerie nette s'établit à 40,17 M€ contre 38,59 M€ au 31/03/25.

Cette indépendance financière permettra à l'entreprise de poursuivre durablement son développement, en particulier à l'international.

Le carnet de commandes fermes s'élevait au 31 mars 2026 à 61,7 M€ (dont près de 69 % à l'exportation) contre 65 M€ un an auparavant.

Conflit en Ukraine / Crise dans le Golfe Persique

La société n'est pas présente sur le marché Ukrainien et notre établissement en Russie n'avait plus aucune activité lors du déclenchement de cette crise.

La société n'est par ailleurs pas présente dans les pays du Golfe Persique.

Comme toutes les entreprises GEA a cependant subi les conséquences indirectes de ces deux conflits : hausse du coût des carburants, hausse du prix des transports, hausse du prix de l'électricité.

Ces composantes n'ont néanmoins pas eu d'impact significatif compte tenu de leur faible pondération dans nos coûts.

En revanche l'inflation générale induite par ces crises impacte mécaniquement la masse salariale de l'entreprise.

La société s'efforce, dans toute la mesure du possible, de répercuter ces hausses de coûts au niveau de ses prix de vente.

Note n°2 : Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice sont établis selon les dispositions du code du commerce, du Plan Comptable Général et les règles énoncées par le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par les règlements de l'ANC n°2015-06, ANC n°2016-07 et ANC n°2022-06 ainsi que les pratiques comptables généralement admises en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur 12 mois.

Les dépenses de recherche et développement ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

b) Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisations suivantes :

- matériels et outillages	3 à 10 ans
- agencements des constructions	5 à 15 ans
- matériels de transport	5 à 15 ans
- mobilier et matériels de bureau	1 à 10 ans

c) Immobilisations financières

Les valeurs brutes correspondent à la valeur d'entrée dans le patrimoine social. Elles sont éventuellement corrigées d'une provision pour dépréciation destinée à les ramener à leur valeur d'usage.

Sont classées en immobilisations financières les actions propres détenues pour la régularisation des cours ainsi que celles acquises dans le programme de rachat d'actions décidé par autorisation de l'Assemblée Générale du 30 mars 2020.

La valeur d'inventaire des titres détenus en vue de la régularisation des cours est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

d) Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Ce risque est apprécié au cas par cas.

e) Stocks et en-cours

Les matières premières et les approvisionnements sont valorisés au coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût de production évalué au plus bas du coût de revient ou de la valeur réalisable. Il comprend le coût des matières premières et de la main d'œuvre ainsi que les frais généraux rattachés à la production à l'exclusion des frais financiers.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont représentées par des SICAV de trésorerie ou des titres de sociétés cotées. Les parts de SICAV sont évaluées au prix d'achat suivant la méthode FIFO (premier entré/premier sorti). Les pertes latentes, calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur probable de négociation font l'objet d'une provision pour dépréciation le cas échéant.

La valeur d'inventaire des titres de sociétés cotées est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

Les disponibilités sont représentées par des comptes à terme ou des liquidités.

g) Opérations en devises

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée en compte de résultat en pertes ou gains de change.

Les créances en devises faisant l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de couverture.

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque pour couvrir la différence entre le cours de clôture et le cours de couverture.

Les gains et pertes de change latents ou réalisés sur les créances et les dettes sont enregistrés selon le règlement ANC n° 2015-05 relatif à la comptabilisation des écarts de change et des opérations de couverture :

- en produits et charges financiers s'il s'agit de créances et dettes de nature financière ;

- en autres produits et charges d'exploitation s'il s'agit de créances et dettes de nature commerciale.

h) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué des montants facturables aux clients en fonction des dispositions contractuelles.

Les produits constatés d'avance correspondent aux produits facturés selon ces dispositions contractuelles pour leur quote-part supérieure au degré de réalisation effectif des travaux.

i) Modalité d'application de la méthode à l'achèvement

La marge est reconnue lors de la terminaison de chaque affaire.

Le chiffres d'affaires suivant le régime des jalons il y a neutralisation de la marge via les produits constatés d'avance et les travaux en cours.

j) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés sur la base des indemnités de départ en retraite prévues par la convention collective, charges sociales incluses.

La provision correspond aux indemnités actualisées qui seraient allouées au personnel à l'âge de 65 ans compte tenu du taux de rotation et de l'espérance de vie évaluée pour chaque salarié.

Les engagements ont été calculés avec la table INSEE 2024.

k) Parties liées

Aucune transaction entre parties liées n'a influé sur la situation financière ou les résultats de la société

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat.**(Données en euros)**

SITUATIONS ET MOUVEMENTS (b)	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
RUBRIQUES (a)				
Immobilisations incorporelles	563 837	23 130		586 967
Immobilisations corporelles	7 286 927	192 460	61 723	7 417 663
Immobilisations financières	209 925	118 730	112 076	216 579
TOTAL	8 060 689	334 320	173 799	8 221 209

Note n° 3 : Immobilisations incorporelles

	Montant au 30/09/25	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/03/26
Valeur brute	563 837	23 130		586 967
Amortissements	552 960	9 242		562 202
Valeur nette	10 877			24 765

Ce poste est constitué des logiciels acquis par l'entreprise. Le taux d'amortissement est de 100% et le mode d'amortissement est linéaire.

Développement de la colonne « Augmentations »

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Logiciel, licences...			23 130		

Développement de la colonne « Diminutions »

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mise hors service
Logiciels, licences...			0		

	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Logiciels, licences...		9 242		
	Ventilation des diminutions			
	Eléments transférés à l'actif circulant		Eléments cédés	Eléments mis hors service
Logiciels, licences...				

Note n° 4 : Immobilisations corporelles

	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions	Sorties	Virement de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Construction sur sol propre	115 000				115 000
Installations techniques, matériels et outillages	1 845 540	42 555			1 888 096
Agencements divers	2 094 230	37 567			2 131 796
Matériels de transport	2 262 439	38 340	61 723		2 239 056
Autres immobilisations Corporelles	969 717	73 998			1 043 715
Autres immobilisations Corporelles en cours	0				0
<u>TOTAL</u>	7 286 927	192 460	61 723		7 417 663

Développement de la colonne « Augmentations »

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Construction sur sol propre			0		
Installations techniques, matériels et outillages			42 555		
Agencements divers			37 567		
Matériels de transport			38 340		
Autres immobilisations Corporelles			73 998		
Autres immobilisations Corporelles en cours					

Développement de la colonne « Diminutions »

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mise hors service
Construction sur sol propre					
Installations techniques, matériels et outillages					
Agencements divers					
Matériels de transport			61 723		
Autres immobilisations Corporelles					
Autres immobilisations Corporelles en cours					

	Taux amortissement	Mode d'amortis sement	Amortisse ment En début d'exercice	Dotations	Diminutions	Amortissement En fin d'exercice
Construction sur sol propre	10%	Linéaire	3 025	5 734		8 759
Installations techniques matériels et outillages	20%	Linéaire	1 299 646	96 972		1 396 618
Agencements divers	10%	Linéaire	1 864 178	20 668		1 884 846
Matériels de transport	6.67% et 20%	Linéaire	1 703 573	61 974	59 239	1 706 309
Autres immobilisations corporelles	10% et 33.33%	Linéaire	909 636	25 848		935 484
TOTAL	5 780 057		5 780 057	211 196	59 239	5 932 016

1. Développement de la colonne « Augmentations » du tableau présenté à l'article 832-1	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Construction sur sol propre		5 734		
Installations techniques matériels et outillages		96 972		
Agencements divers		20 668		
Matériels de transport		61 974		
Autres immobilisations corporelles		25 848		
2. Développement de la colonne « Diminutions » du tableau présenté à l'article 832-1	Ventilation des diminutions			
	Eléments transférés à l'actif circulant		Eléments cédés	Eléments mis hors service
Construction sur sol propre				
Installations techniques matériels et outillages				
Agencements divers				
Matériels de transport			59 239	
Autres immobilisations corporelles				

Note n° 5 : Immobilisations financières

Ce poste se décompose ainsi :

	Valeur brute 30/09/2025	Acquisitions	Cessions	Autres	Valeur brute 31/03/2026
Titres de participations	37 500	37 500	-	-	75 000
Titres immobilisés	4 000	-	-	-	4 000
Actions propres (1) Actions propres en vue d'être annulées (2)	113 196	70 730	99 226	0	84 700 0
Autres immobilisations financières : Dépôts et cautionnements Prêt au personnel Autres prêts	50 750 4 479	10 500 0		9 850 3 000	51 400 1 479

(1) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus dans le cadre du contrat de liquidité.

Nombre de titres au 30/09/2025	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres au 31/03/2026
1 333	833	1 166	1 000

(2) Actions auto-détenues annulées sur la période

Nombre de titres au 30/09/2025	Acquisitions	Cessions	Annulations	Nombre de titres au 31/03/2026
0	0	0	0	0

Développement de la colonne « Augmentations »

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Titres de participations			37 500		
Titres immobilisés			0		
Actions propres (1)			70 730		
Dépôts et cautionnements			10 500		
Prêt au personnel			0		

Développement de la colonne « Diminutions »

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mise hors service
Titres de participations			0		
Titres immobilisés			0		
Actions propres (1)			99 226		
Dépôts et cautionnements		9 850	0		
Prêt au personnel		3 000	0		

Note n° 6 : Entreprises liées

Aucune donnée significative ne concerne les entreprises liées.

Note n° 7 : Stock et en-cours

Stocks et en-cours

Postes (a)	31/03/2026	30/09/2025
Matières premières et autres approvisionnements	6 604 635	6 870 969
Encours de production	5 898 287	3 980 915
Produits finis	0	0
Marchandises	0	0
Total	12 502 922	10 851 884

Dépréciations des stocks et en-cours

Postes (a)	Exercice N	Exercice N-1	Méthode utilisée pour le calcul de la dépréciation
Matières premières et autres approvisionnements	0	0	NA
Encours de production	0	0	NA
Produits finis	0	0	NA
Marchandises	0	0	NA
Total	0	0	

Note n° 8 : CréancesCréances clients et comptes rattachés

Ce poste comprend les factures à établir pour un montant de 7 191 271 Euros.

La ventilation de ce poste est la suivante :

Données en euros	30/09/2025	31/03/2026
Factures à établir France (TTC)	2 683 758	2 013 972
Factures à établir Export	6 463 750	5 177 299
Total	9 147 508	7 191 271

Le chiffre d'affaires export est facturé lorsque les travaux réalisés sont acceptés et après que le client ait donné son accord pour le paiement.

Variation des provisions sur créances clients

Provisions au 30/09/2025	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/2026
56 181	48 628		104 809

Autres créances

Elles se décomposent (en valeur brute) comme suit :

	30/09/2025	31/03/2026
Fournisseurs	154 312	261 147
Personnel et charges sociales	11 975	9 666
Etat	1 454 201	1 578 937
Autres	12 678	16 978
	1 633 166	1 866 728

Variation des provisions sur autres créances

Provisions au 30/09/2025	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/2026
0	0	0	0

État des échéances des créances

	Montant Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Actif immobilisé	51 400			51 400
Clients et rattachés	20 511 481	20 405 161		106 320
Fournisseurs débiteurs	261 147	261 147		
Personnel et comptes rattachés	9 666	9 666		
État et autres collectivités	1 578 937	1 578 937		
Débiteurs divers	16 978	16 978		
Charges constatées d'avance	891 753	891 753		
Total	23 321 362	23 163 642	0	157 720

Tableau des dépréciations

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	0			0
Immobilisations Corporelles	0			0
Immobilisations financières	0			0
Stock et en-cours	0			0
Créances	56 181	48 626		104 807
TOTAL	56 181	48 626		104 807

Note n° 9 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Le poste des disponibilités comprend des comptes à terme pour 26 000 000 euros et des comptes en devises pour 5 903 755 euros. Le solde correspond à des liquidités.

Note n° 10 : Capital social

Le capital social est de 2 400 000 euros.

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Nominal</i>
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 099 538	2,183 euros
Actions composant le capital en fin d'exercice	1 099 538	2,183 euros

Les actions nominatives détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

Variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Distribution de dividendes	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 30/09/2025	2 400 000	2 927 021	240 000	46 735 094	2 070		3 383 647	55 687 833
Affectation du résultat				1 296 595 224 (ES)	-2 070	2 089 122	-3 383 647	224 (ES)
Revenus d'actions propres				0	1 995			1 995
Distribution de dividendes				0		-2 089 122		-2 089 122
Résultat au 31/03/2026							1 312 003	1 312 003
Situation au 31/03/2026	2 400 000	2 927 021	240 000	48 031 914	1 995		1 312 003	54 912 934

Note n° 11 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques charges s'élèvent à 2 065 859 € et se décomposent ainsi :

	30/09/25	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/03/2026
Provision pour garantie clients (1)	402 270	15 567			417 837
Provision pour indemnité de départ à la retraite (2)	1 113 522	131 536			1 245 057
Provision pour pertes de change	0				0
Autres provisions pour risque	96 665	306 300			402 965
	1 612 457	453 403			2 065 859

(1) La provision pour garantie clients correspond à la couverture de la garantie contractuelle sur les chantiers France, Union Européenne et Export. Elle repose sur une estimation raisonnable des travaux à réaliser pour la période 2026/2027.

(2) La provision pour indemnités de départ à la retraite (charges sociales incluses) au 31 mars 2026 a fait l'objet d'une nouvelle estimation par rapport au montant du passif social calculé au 30/09/2025 afin de prendre en compte les montants versés aux salariés partis à la retraite au cours du premier semestre. Elle s'élève ainsi à 131 536 € au 31/03/26 compte tenu de la valeur de l'actif cantonné actualisé. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires : 1,00 %
- Taux d'actualisation : 3,9 %
- Taux de charges sociales : cadres 47,05 % non cadres 39,71 %

La société GEA a réalisé un versement d'un montant de 1 434 184 € auprès d'un organisme externe pour la gestion de ses indemnités de départ à la retraite le 30 septembre 2013.

Au 31 mars 2026 la valorisation de l'actif cantonné s'élevait à 600 574 € après actualisation.

En l'absence de suivi analytique par projet aucune perte à terminaison n'a été comptabilisée.

Note n° 12 : État des échéances des dettes

	Montant Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements :				
- à plus de 1 an à l'origine				
- à moins de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	10 058	10 058		
Avances et acomptes reçus	103 093	103 093		
Fournisseurs	6 842 765	6 842 765		
Dettes fiscales et sociales	3 866 125	3 866 125		
Autres dettes	218 040	218 040		
Groupe et associés	2 088 973	2 088 973		
Produits constatés d'avance (1)	7 469 862	7 469 862		
Total	20 598 916	20 598 916	0	0

(1) Facturation d'avance sur travaux en cours.

Note n° 13 : Charges à payer

Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	6 819
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 646 261
Dettes fiscales et sociales	2 619 869
Autres dettes	112 255
Total	5 385 204

Note n° 14 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose ainsi (données en K€) :

	<i>France</i>	<i>Export</i>	<i>Total</i>
Ventes de produits fabriqués	8 715	9 495	18 210
Prestations de services et divers	703	1 979	2 682
	-----	-----	-----
	9 418	11 474	20 892

Chiffre d'affaires		
Ventilation du chiffre d'affaires par catégorie d'activités	31/03/2026	30/09/2025
Péage et parking	18 210	34 334
Maintenance	2 663	5 855
Divers (Prest.services)	19	38
Total	20 892	40 227
Cette information est-elle complète ?	X ☐ Oui ☐ Non (en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de la divulgation de certaines informations)	

Ventilation du chiffre d'affaires par marchés géographiques	31/03/2026	30/09/2025
France	9 418	15 672
Union Européenne	4 241	8 655
Reste du monde	7 233	15 900
Total	20 892	40 227
Cette information est-elle complète ?	X ☐ Oui ☐ Non (en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de la divulgation de certaines informations)	

Note 15 : Tableaux des flux de trésorerie

La trésorerie est définie par la société comme la somme :

- des valeurs à l'encaissement,
- des dépôts à vue ou des comptes à terme dans les banques,
- des comptes de caisses,
- des valeurs mobilières de placement à court terme, nettes de provisions pour dépréciation le cas échéant.

Les valeurs mobilières de placement à court terme sont des titres financiers (essentiellement des OPCVM monétaires) correspondant aux excédents de trésorerie placés.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte suivant laquelle le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effets de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie passées ou futures liées à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

Note n°16 : Filiales et participations

Tableau des filiales et participations										
Informations financières	Capitaux propres (2) (3)	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus (4)		Montant net des prêts et avances consentis par la société (4) (5)	Montant des engagements donnés par la société (4)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos (3) (4) (6) (7)	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (3) (4) (7)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (4)	Observations
			Brute	Nette						
Filiales et participations										
Renseignements concernant les filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)										
1. Renseignements détaillés pour chaque filiale (1)										
2. Renseignements globaux pour les filiales non reprises au 1										
A. Total des filiales										
Renseignements concernant les participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)										
1. Renseignements détaillés pour chaque participation (1)										
R-PASS	-165 356	15	37 500	37 500	0	0	181 080	-415 356	0	*
ECO-PASS EST SAS	250 000	15	37 500	37 500	0	0			0	**
2. Renseignements globaux pour les participations non reprises au 1										
B. Total des participations			75 000	75 000						
C. Total des filiales et des participations (A + B)			75 000	75 000						

*Première exercice de la société

**Comptes non disponibles, première clôture des comptes le 31/12/2026

(1) Dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication.

(2) Dans la monnaie locale d'opération.

(3) Lorsqu'une filiale ou participation a demandé lors du dépôt des comptes annuels qu'ils ne soient pas rendus publics suivant les dispositions prévues pour les micro-entreprises à l'article L. 232-25 du code de commerce, ces colonnes peuvent ne pas être renseignées.

(4) En euros.

(5) Sous déduction des dépréciations le cas échéant.

- (6) Lorsqu'une filiale ou participation a demandé lors du dépôt des comptes annuels que le compte de résultat ne soit pas rendu public suivant les dispositions prévues pour les petites entreprises à l'article L. 232-25 du code de commerce, le chiffre d'affaires réalisé par cette filiale ou participation peut ne pas être renseigné.
- (7) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société ou des données d'un exercice antérieur du fait de la non disponibilité des comptes à la date d'établissement des comptes, le préciser dans la colonne « Observations ».

Note n°17 : Engagements hors bilan

Engagements financiers

- Engagements donnés

Engagements hors bilan	
Lignes à développer par catégorie d'engagements Une subdivision peut être faite afin de distinguer les engagements reçus et les engagements donnés.	Montant à la clôture de l'exercice
Avals, cautionnements et garanties	10 201 470
Sûretés reçues	
Sûretés données	
Créances cédées non échues (dont les effets de commerce escomptés non échus)	
Cessions de créances Dailly et affacturage	
Garanties d'actif et de passif	
Clauses de retour à meilleure fortune	
Portage et autres engagements sur titres de capital	
Engagements consentis de manière conditionnelle	
Engagements de retraite et avantages similaires	
Autres engagements	2 400 000

Note n°18 : Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes	
	Commissaire aux comptes 1
Honoraires afférents à la certification des comptes	41 000
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	
Total	41 000

Note n°19 : répartition des effectifs par catégorie

Répartition des effectifs par catégorie	
Lignes à développer par catégorie de salariés	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	27
Employés, techniciens, agents de maîtrise	50
Cadres et ingénieurs	86
Total	163

Note n°20 : Evènement post clôture

Néant

GEA GRENOBLOISE ELECTRONIQUE AUTOMATISME

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société GEA GRENOBLOISE ELECTRONIQUE AUTOMATISME, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Seyssinet Pariset, le 26 juin 2026

Bertrand CELSE

Associé

Arnaud FLECHE

Associé

GEA

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2026

Nous soussignés, attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Meylan, le 26 juin 2026

Serge Alexis Zaslavoglou
Président du Directoire

Grigori Zaslavoglou
Directeur Général